

NIGERIA : LE FUTUR PRÉSIDENT FACE A DES DEFIS MAJEURS DANS UN PAYS QUI CONSERVE DES ATOUTS

Le 1er mars, B. Tinubu, candidat du parti du Président sortant M. Buhari, a été déclaré vainqueur des élections présidentielles nigériennes. Il prendra dans quelques mois la tête d'un pays affaibli économiquement et soumis à d'importantes tensions sociales, renforcées par la déception d'une partie de la population qui souhaitait une alternance politique.

Des réformes d'ampleur, notamment pour relancer la croissance et mettre un terme à la détérioration des finances publiques, sont attendues par les Nigériens mais aussi les investisseurs étrangers. Le Nigéria, 1^{er} pays d'Afrique sub-saharienne par sa population et son PIB, continue pourtant d'offrir des opportunités pour les entreprises, sous réserve que le nouveau gouvernement parvienne à réaliser les réformes nécessaires pour leur redonner confiance.

Le parti du président sortant reste au pouvoir à l'issue des élections du 25 février

Le candidat du parti présidentiel déclaré vainqueur d'un scrutin contesté

Le 1^{er} mars, Bola Ahmed Tinubu, candidat du parti du Président sortant M. Buhari, (All Progressives Congress - APC) a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle (cf. [carte](#)). Ce résultat a été contesté par les deux candidats d'opposition¹, qui avaient demandé l'annulation du scrutin avant même la publication des résultats, dénonçant diverses irrégularités.

Une légitimité contestée pour le nouveau chef de l'Etat

L'APC a ravi plusieurs Etats au PDP mais le nouveau Président n'a été élu qu'avec 35 % des suffrages et un très faible taux de participation (moins de 27 %). Depuis l'organisation d'élections démocratiques au Nigéria (1999), tous les présidents avaient été élus avec plus de 50 % des votes.

La nouvelle équipe gouvernementale, qui devrait prendre ses fonctions fin mai, arrivera dans un contexte économique et social dégradé.

Le Nigéria n'a pas tiré profit des cours élevés de pétrole en 2022

Premier producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne, le Nigéria a vu sa croissance ralentir en 2022 malgré la hausse des cours.

La production de pétrole a atteint un niveau historiquement bas au T3 2022, au point de faire perdre provisoirement au pays sa place de premier producteur d'Afrique sub-saharienne, au profit de l'Angola (cf. [graphique n°1](#)). L'exploitation est entravée par des problèmes sécuritaires

(vols, sabotages) dans le Delta du Niger et un manque d'investissements qui limitent les capacités de production.

En 2022, l'inflation (> 20 % depuis août 2022) a fortement pesé sur la consommation. Face à la tension sur les prix, la banque centrale (CBN) a relevé quatre fois son taux de référence, pour le porter à 16,5 % (+500 pb sur l'année). Le niveau élevé des taux d'intérêt, conjugué aux incertitudes liées à la perspective des élections, a limité les investissements. La croissance a ainsi ralenti de 3 % en 2022 (3,6 % en 2021). Elle est restée supérieure à celle de l'Angola, qui a cependant accéléré de 1,1 % à 2,8 %. Pour 2023, les prévisions tablent sur une croissance de l'ordre de 3% au Nigéria (FMI : 3,2 %, BM : 2,9 %)², inférieure cette fois à celle de l'Angola (3,5 %).

Fortes tensions sur les liquidités en monnaie locale et en devises

En octobre 2022, la CBN a annoncé le changement des billets de naira, imposant un échange des anciennes coupures au plus tard fin janvier 2023. Face à la pression de la population confrontée à une insuffisance de nouveaux billets, la date limite d'échange a été reportée à fin 2023. La pénurie de liquidités est un réel frein aux échanges nationaux mais aussi avec les pays voisins, en particulier ceux membres de la zone franc (Bénin, Cameroun).

Malgré la hausse des cours et des recettes d'exportation, le pays souffre d'un manque chronique de devises. Les importations de capitaux, dominées par les investissements de portefeuille (50-60 % du total en moyenne), ont baissé de 12 % en g.a sur la période janvier - novembre 2022 atteignant 4,9 Mds\$ (cf. [graphique n°2](#)). Les sorties de capitaux (6,2 Mds\$ sur 11 mois 2022), liées notamment au rapatriement des profits des entreprises étrangères aux interventions de la CBN sur les marchés, ont conduit à la baisse des réserves, qui atteignaient 37 Mds\$ fin 2022

¹ A. Abubakar, candidat du parti d'opposition historique People's Democratic Party (PDP) et P. Obi représentant le Labour Party (LP)

² Prévisions janvier 2023



(41 Mds\$ fin 2021). Elles représentent encore environ 5 mois d'importations, mais les marges de manœuvre de la CBN se réduisent.

Le nouveau gouvernement face à des défis majeurs

Des mesures sont attendues pour relancer la croissance, rétablir les finances publiques et réformer un système de change de plus en plus critiqué.

Compte tenu du poids du pétrole dans les revenus du pays (45-50 % des revenus du budget fédéral, 90 % des recettes d'exportation), la production de brut est déterminante. Elle a légèrement rebondi à 1,2 Mns bl/j en décembre, ce qui reste cependant nettement inférieur aux quotas OPEP du pays (1,8 Mns bl/j). La hausse de la production passe par l'amélioration des conditions sécuritaires et le développement de nouveaux puits. A ce titre, la compagnie nationale NNPC a annoncé début 2023 le lancement de l'exploration dans le nord du pays. exploitation qui nécessitera de nouveaux investissements.

Mais la croissance à moyen terme dépendra aussi de la diversification de l'économie, priorité du programme du nouveau président, prévoyant notamment le développement de l'agriculture et de certains secteurs industriels (textile, ciment, acier, pétrochimie, agroalimentaire, TIC...)

La dégradation des finances publiques et la hausse de l'endettement risquent de contraindre les réformes

Le déficit budgétaire du Nigéria s'est creusé avec les mesures de soutien face aux conséquences de la crise Covid, puis du conflit en Ukraine et devrait dépasser -6 % du PIB en 2022 (cf. [graphique n°3](#)). Les subventions sur les carburants (> 2 % du PIB en 2022 selon le FMI) ont contribué à cette dégradation. La réduction des prix du brut et l'augmentation des capacités de raffinage (courant 2023) pourraient faciliter leur suppression prévue mi-2023, qui risque cependant d'alimenter l'inflation et les tensions sociales. L'Etat Nigérien devra également améliorer la mobilisation des recettes. Le ratio recettes fiscales/PIB (5,5 %)³ est le plus faible d'Afrique subsaharienne et le taux de TVA (7,5 %) est l'un des plus bas de la région.

Corollaire de la dégradation des finances publiques, la dette publique a progressé à plus de 37 % du PIB en 2022 (+ 10 pp depuis 2018). Si elle reste inférieure à celle de l'Angola (57 % en 2022), ce dernier est en revanche parvenu à réduire nettement son ratio (93 % en 2018) et enregistre un excédent budgétaire (+2,7 %). La dette nigériane doit par ailleurs se mettre en regard de recettes budgétaires structurellement très réduites.

Face à la détérioration du solde budgétaire et à la hausse de la dette, Moody's a dégradé son rating souverain du Nigéria en octobre 2022 (B3) et janvier 2023 (Caa1)⁴. Les rendements des obligations d'Etat à 10 ans ont progressé (> 14 % début 2023 contre de l'ordre de 11 % mi-2022), témoignant d'une certaine inquiétude des investisseurs

3 Source OCDE - Statistiques des recettes publiques 2022

4 S&P et Fitch l'ont maintenu en B-.

5 notamment des restrictions d'allocation de devises pour les importations d'une cinquantaine de biens (produits alimentaires, engrais...).

Le système de change : une réforme attendue par les acteurs économiques

Bien que le cours du naira ne soit officiellement plus indexé sur le dollar depuis 2016, la CBN défend sa parité, au prix de strictes mesures de contrôle de change⁵ et d'interventions coûteuses en devises. Cette politique a conduit à un système de change complexe et à une défiance croissante des acteurs économiques. Libéraliser le taux de change apporterait plus de transparence mais pourrait provoquer une dépréciation du naira, avec des répercussions économiques, en termes d'inflation et de hausse de la dette en devises.

Une situation sociale et sécuritaire fragile

Le mécontentement de la population n'a cessé de grandir depuis plusieurs années, accentué par la baisse du niveau de vie, les difficultés d'approvisionnement liées à la crise en Ukraine et à d'importantes inondations. Les tensions sociales pourraient être renforcées par l'échec des candidats d'opposition qui laisse insatisfaite une partie de la population, notamment les plus jeunes, qui soutenaient un changement à la tête du pays. La déception est grande également face à l'incapacité des autorités à lutter contre le terrorisme au Nord du pays et à améliorer la situation sécuritaire dans le Delta du Niger.

Le nouveau président doit faire face à tous ces défis mais peut difficilement faire table rase du passé puisqu'il succède à un représentant du même parti. La mise en œuvre de réformes d'ampleur risque donc d'être lente. Le Nigéria reste néanmoins un marché important offrant des perspectives.

Le Nigéria conserve des atouts et continue d'offrir des opportunités

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, devrait voir sa population doubler à 450 Mns d'habitants d'ici 2050, avec plus de 40 % des habitants âgés de moins de 15 ans. La taille de son marché représente un atout, sous réserve que la croissance économique assure des revenus suffisants.

Le Nigéria dispose d'importantes réserves de pétrole mais aussi de gaz⁶, conférant au pays un statut de fournisseur potentiel pour les pays occidentaux qui cherchent de nouvelles sources d'approvisionnement en substitution de la Russie.

Hors hydrocarbures, le secteur des services est particulièrement porteur (TIC, industrie cinématographique, commerce, etc.). Le pays dispose en outre d'un écosystème de start-up dynamique. En 2022, le Nigéria restait la première destination des investissements en capital risque (1,2 Mds\$, soit 23 % du total, avec 190 opérations), malgré une baisse de l'ordre de 35 % des montants investis⁷. La Fintech attire d'ailleurs particulièrement les investisseurs.

Enfin, dans le cadre de la transition énergétique, le Nigéria lance un plan de développement des énergies renouvelables avec l'objectif de porter leur part dans la production d'électricité de 9 % en 2015 à plus de 40 % en 2050⁸.

6 1ères réserves en gaz du continent (est. 5 600 Mds m3)

7 Source : Partech Report 2022

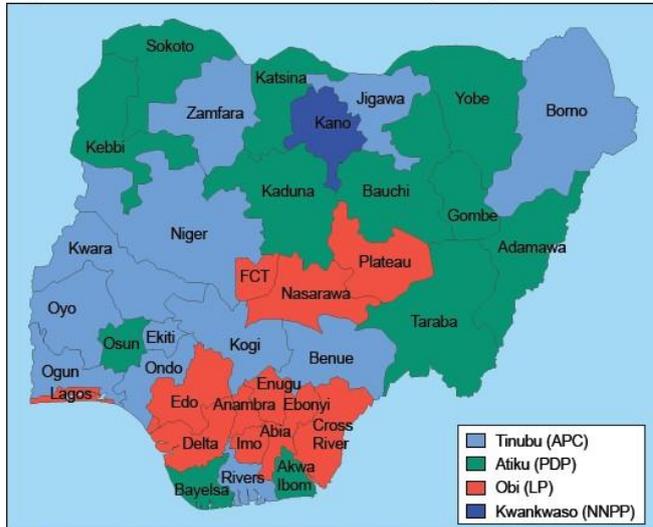
8 Renewable Energy Roadmap (Remap)- IRENA – janv. 2023



Ces secteurs présentent des opportunités pour les entreprises étrangères, notamment françaises, dont les parts de marché au Nigéria sont peu élevées (de l'ordre de 2 % des importations nigérianes). Le nombre d'entreprises françaises

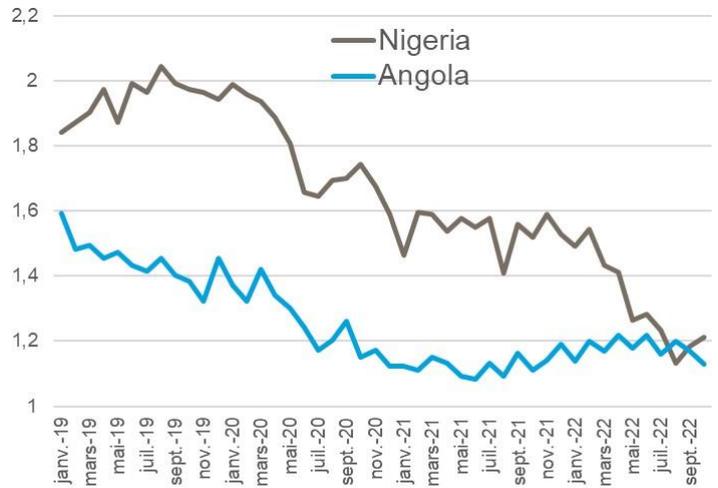
implantées au Nigéria, bien qu'en progression (93 en 2020 contre 75 en 2011) ne représente qu'environ 4 % du nombre total d'entreprises françaises implantées en Afrique subsaharienne.

Carte : Résultat des élections du 25/02/2023



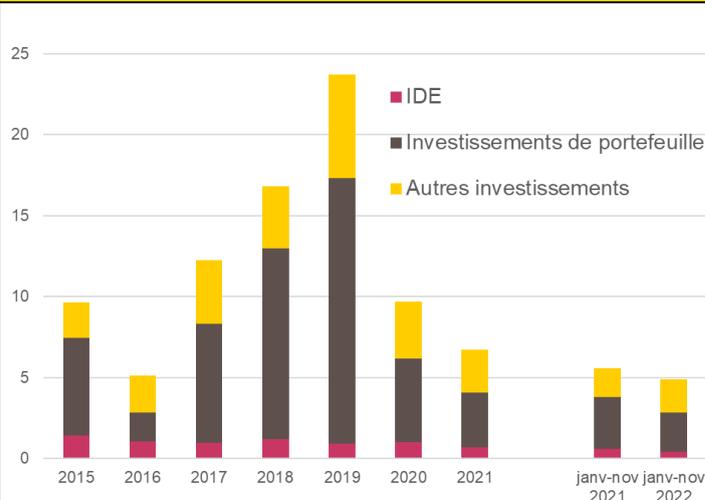
Source: Independent National Electoral Commission, Fitch Solutions

Graphique 1 : Production de pétrole (Mns bl/j)



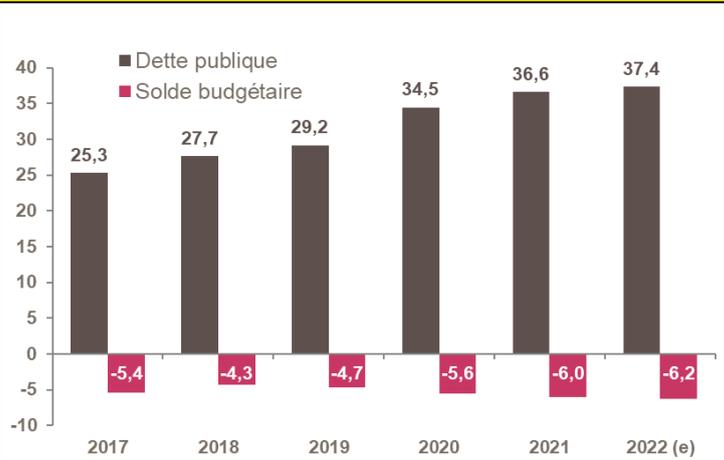
Source: EIA

Graphique 2 : flux de capitaux (entrées)



Source: CBN

Graphique 3 : Solde budgétaire et dette publique



Source: FMI WEO oct 2022, rapport pays mars 2023



Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.